



## **PREFET DE L'INDRE**

**Direction Départementale  
des Territoires**

**Service Planification Risques Eau Nature**  
CS 60616  
36 020 CHATEAUROUX CEDEX  
Téléphone : 02.54.53.26.73

**N° Cascade : 36-2019-00022**

### **RECEPISSE DE DECLARATION**

concernant un prélèvement temporaire sur la commune de SAULNAY  
par Monsieur Eric GIRAUDON représentant la SARL GIRAUDON Frères

**LE PREFET,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,**

**Vu le Code de l'Environnement ;**

**Vu le Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin Loire-Bretagne approuvé par arrêté le 18 novembre 2015 ;**

**Vu le décret 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs du préfet, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;**

**Vu l'arrêté du 12 novembre 2018, portant délégation de signature à Madame Florence COTTIN, Directrice départementale des territoires de l'Indre;**

**Vu l'arrêté Arrêté n° 36-2019-03-01-001 du 1er mars 2019 donnant subdélégation de signature aux agents de la Direction départementale des Territoires de l'Indre;**

**Vu la déclaration au titre de l'article L 214-3 du code de l'environnement, souscrite le 28 janvier 2019 par Monsieur GIRAUDON Eric représentant la représentant la SARL GIRAUDON Frères demeurant La Chaume des Roseaux 36290 SAULNAY,**

**Considérant que M.GIRAUDON Eric représentant la SARL GIRAUDON Frères n'est pas connu comme maître d'ouvrage d'autres installations ou d'ouvrages relevant de la même rubrique.**

### **Donne récépissé :**

**à Monsieur GIRAUDON Eric représentant la SARL GIRAUDON Frères demeurant La Chaume des Roseaux 36290 SAULNAY.**

**de sa déclaration en date du 28 janvier 2019 en vue d'effectuer un prélèvement par pompage du 20 juin au 31 octobre 2019, dans la rivière « Ozance » sur la commune de SAULNAY, parcelles n° ZH 2, pour l'alimentation d'un plan d'eau destinée à l'élevage de canards colverts, pour un débit de 7 m<sup>3</sup>/h soit inférieur au seuil de 8 m<sup>3</sup>/h en zone de répartition des eaux avec un volume maximum prélevable de 10 300 m<sup>3</sup>.**

**L'index du compteur fourni par le pétitionnaire au 31 décembre 2018 : pas d'index .**

Cette opération relève de la rubrique suivante de la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités figurant au tableau annexé de l'article R214-1 du code de l'environnement :

<b>Rubrique</b>	<b>Intitulé</b>	<b>Régime</b>	<b>Arrêtés de prescriptions générales correspondant</b>
<b>1.3.1.0</b>	A l'exception des prélèvements faisant l'objet d'une convention avec l'attributaire du débit affecté prévu aux articles L.214-9 du code de l'environnement, ouvrages, installations, travaux permettant un prélèvement total d'eau dans une zone où des mesures permanentes de répartition quantitative instituées, notamment au titre de l'article L.211-2 du Code de l'Environnement, ont prévu l'abaissement des seuils Capacité supérieure ou égale à 8 m <sup>3</sup> /h (A). Dans les autres cas (D).	<b>Déclaratio n</b>	<b>Arrêté du 11 septembre 2003 NOR : DEVEO320171A</b>

### **et informe le déclarant :**

- que les installations, ouvrages, travaux et activités (I.O.T.A.) sont réalisés et/ou exploités conformément au dossier déposé pour autant qu'ils ne contreviennent pas aux prescriptions fixées par arrêté ministériel ou préfectoral
- que toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être porté, avant réalisation à la connaissance du préfet qui peut exiger une nouvelle déclaration.(article R 214-40 du code de l'environnement).

Le déclarant est tenu de porter à la connaissance du service en charge de la police de l'eau les ouvrages, travaux, installations ou aménagements relevant de la même rubrique.

Lorsque le bénéfice de la déclaration est transmis à une autre personne que celle qui est mentionnée au dossier de demande, le bénéficiaire doit en faire la déclaration au Préfet dans les trois mois qui suivent la prise en charge de l'ouvrage.

Les agents chargés des contrôles administratifs, ou des recherches d'infraction, au titre de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations objet de cette déclaration dans le cadre d'un contrôle administratif ou judiciaire réalisé conformément aux articles L171-1 ou L172-5 du code de l'environnement. A défaut de libre accès, le contrôle ne pourra avoir lieu qu'avec une ordonnance du Juge des Libertés et de la Détention ou en présence d'un Officier de Police Judiciaire.

#### **Limitation ou suspension des usages de l'eau en cas de sécheresse**

Le pompage autorisé est localisé dans la zone d'alerte L'INDRE AVAL dont la station de référence principale suivie quotidiennement par la DREAL est SAINT CYRAN DU JAMBOT.

**Les arrêtés de restrictions sont annoncés par voie de presse et sont disponibles sur le site des services de l'Etat : <http://www.indre.gouv.fr/Publications/Loi-Sur-l-Eau-et-Les-Milieux-Aquatiques/Gestion-des-etages/Arretes-de-restriction>**

### **Délais et voies de recours :**

Conformément à l'article L214-10 du code de l'environnement, les décisions prises en application des articles L214-1 à L214-6 et L214-8 peuvent être déferées au tribunal administratif de LIMOGES dans les conditions prévues aux articles L514-6 et R514-3-1 :

- par le déclarant dans un délai de deux mois à compter de leur notification,
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leur groupement, dans un délai de quatre mois à compter de leur publication ou de leur affichage. Toutefois si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de ces décisions, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application Télérecours citoyen accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

### **Publicité et information des tiers :**

Transmises à la mairie de SAULNAY, la copie de ce récépissé est affichée pendant une durée minimale d'un mois

Le récépissé est également mis à la disposition du public sur le site internet de la préfecture pendant six mois au moins.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Le présent récépissé ne dispense en aucun cas le déclarant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

Fait à Châteauroux le 09 avril 2019

L'adjoim à la Cheffe de service  
Planification Risques Eau Nature

  
Christophe AUFRERE

**NOTA** : Le présent récépissé est délivré exclusivement au titre du Code de l'Environnement. Il ne dispense pas le déclarant de se conformer à tout autre réglementation pouvant lui être applicable : permis de construire, permission de voirie, autorisation de défrichage, périmètre de protection des captages d'eau potable, schéma d'aménagement des eaux (SAGE), autorisation du Maire au titre de la sécurité, de l'occupation du sol, déclaration à effectuer au titre de l'article 131 du Code Minier, etc... déclaration de prélèvement superficiel ou souterrain à l'Agence de l'Eau. Dans tous les cas, la réalisation susvisée devra être compatible avec les documents d'urbanisme de la commune qui peuvent être consultés en mairie.

---

### **PLAN DE DIFFUSION :**

[ X ] Original : Monsieur GIRAUDON Eric représentant la SARL GIRAUDON Frères demeurant à Beaugard – 36290 SAULNAY

[ X ] M. le Maire de la commune de SAULNAY pour affichage un mois en Mairie



ANNEXE 1 :

Cultures	Surface	Mai m3		Juin m3		Juillet m3		Août m3		Septembre m3		Octobre m3		Volume TOTAL (cumul des m3 demandés par mois) 10 300 m3
		1 au 9 10 au 19 20 au 30												
Plan d'eau (élevage gibiers)				700		800	800	800	800	800	800	800	800	10 300 m3
<b>TOTAL</b>														<b>10 300 m3</b>

